

## ATELIER N° 1 GESTION DE LA RESSOURCE, QUELLES MARGES DE MANOEUVRE

Après une présentation power point du panorama des problématiques, des constats sur les dernières décennies, des pistes de développement d'une gestion optimisée de la distribution et de deux cas concrets corréziens les discussions se sont engagées autour des questions de quantités disponibles, de la qualité, du comportement des consommateurs et du niveau des investissements.

### Les citoyens et la consommation d'eau potable :

Tout de suite les pratiques historiques en terme d'adduction individuelle d'eau potable ont été évoquées. Dans certains territoires une partie significative de la population bénéficie de sa propre ressource et attend une réponse publique aux phénomènes de baisse de la ressource. Les coûts d'analyse sont chers et il ne semble pas favorable de s'orienter vers des solutions individuelles.

Dans l'ensemble on assiste à une stabilisation des consommations d'eau voire même à une réduction de celles-ci

La population ne comprend pas toujours qu'une collectivité abandonne une ressource pour des problèmes de normes qui paraissent trop exigeantes.

La ressource existe à condition de bien la gérer, il faut en outre de l'information aux citoyens et aux gestionnaires. De plus avec le changement climatique et l'augmentation de la démographie, les modes de vie vont devoir changer.

Le citoyen est aujourd'hui en capacité de comprendre. Il faut plus d'information. On voit déjà une évolution des mentalités au niveau des économies d'eau et des toilettes sèches. Nécessité d'investissement Démocratique.

La consommation d'eau a un réel impact économique sur les finances des ménages. Elle représente quasiment le niveau des 3 taxes locales. Le fait de faire émerger une Fédération départementale des collectivités de l'eau est nécessaire. Malgré cela, comment Communautés de communes/Conseil général/Ménages pourront payer ces lourds investissements à venir ?

### Le témoignage des collectivités :

Sur le syndicat "BBM eau" les deux syndicats sont ruraux (SIERB et Roche de Vic) et 70% des consommations d'eau son dues aux gros consommateurs. Aujourd'hui les élus commencent à prendre en compte cette problématique d'eau potable et c'est heureux, car nous sommes dans une période charnière avec une usure des équipements après 40 à 50 ans de service et des problématiques de ressources. Les investissements attendus sont très importants.

Nous sommes confrontés à un problème de volume d'eau disponible nécessitant une connaissance accrue des capacités et des besoins. Des économies peuvent être faites et les citoyens en font déjà, mais c'est travaillant aussi sur les fuites dans les réseaux que nous avancerons.

Sur le syndicat de Rosier d'Égletons la consommation entre 1995 et 2009 a baissé de 20%. En revanche les périodes d'étiage sont de plus en plus difficile à gérer.

Les collectivités qui n'auront pas appréhendé ces questions de ressources auront de gros problèmes dans les temps à venir. C'est pourquoi les investissements lourds nécessaire aujourd'hui permettront par le pilotage et la télésurveillance de gérer la perte de ressource.

Sur les piémonts des monédières les rivières sont à sec tous les 2 ou 3 ans en période d'étiage ce n'est pas un problème de précipitation mais un problème de captage en amont.

Les deux projets du Syndicat "BBM Eau" et de la Communauté de communes "Tulle cœur de Corrèze" représentent 50 millions d'euros.

Est-ce que le citoyen est prêt à payer 10 €/m<sup>3</sup> ?

Pouvons nous comparer les coûts matériels et immatériels (écologie) ?

### Débits réservés et périodes d'étiages:

Les débits réservés des cours d'eau ne sont parfois pas connus par les communes qui prélèvent dans ces cours d'eau. Ils se calculent par le 1/10 du module (la moyenne des débits moyens annuels enregistrés durant une longue période (plus de 10 ans) du cours d'eau concerné au droit de la prise d'eau. Sur certaines communes il est constaté 130 jours de non-respect du débit réservé (avec une marge d'erreur de 20 jours).

Ce sont les consommations de pointe qui sont problématiques, faire des économies ne réglera pas tout. Les problèmes sont flagrants en juillet août.

Ce rajoute le problème du drainage qui non seulement à un effet accentuant la sévérité des étiages, mais également accélère la vitesse de montée des eaux en période de crue. Le drainage est illégal par rapport aux réglementations européennes, nationales et par rapport au dernier SDAGE. Ainsi, les soutiens financiers du Conseil général pour ce type d'action devraient s'arrêter prochainement.

En cas de coupure d'eau les contrats signés avec les fermiers prévoient après 24 heures l'obligation de fourniture d'eau par citerne ou bouteilles. Le fait de ne pas avoir d'eau est dramatique, constat en a été fait durant les sécheresses de 2005, 2003 ou encore 1988.

### Un axe d'amélioration, la gestion des fuites :

Pour limiter les fuites des réseaux, il faut investir sur le renouvellement des réseaux et sur la télésurveillance. Quelles techniques et quelles aides seront alors disponible ? Il faut se poser la question de l'arbitrage financier sur cette question. Qu'est ce que ça coûte et qu'est ce que ça rapporte ? Le niveau moyen de fuite des réseaux en Corrèze se stabilise autour de 30%, ce qui n'est pas mauvais du tout compte tenu du contexte rural.

L'indice linéaire de perte corrézien doit être maintenu et pour cela il faut investir maintenant. Ces problèmes de fuites ne sont pas bien compris du grand public et notamment les nettoyages, les purges, les lavages, ... Même si un rapport annuel existe dans les communes cet aspect est mal appréhendé par les citoyens. Comment leur faire comprendre ?

## Maintenir les périmètres de protection des captages :

Généralement les abandons de sources ont fait l'objet d'études et sont justifiés. En revanche il s'agit de préserver les périmètres de protection des captages qui avaient été définis. Il faut garder l'arrêté de DUP pour une éventuelle utilisation plus tard. Certaines sources ont du être abandonnée car elles ont été négligées pendant des années. Des choix d'interconnexions ont été favorisés. L'entretien des captages est nécessaire et certaines activités sont incompatibles avec la préservation. De plus les pollutions sur ces captages se retrouvent plus bas dans les rivières.

La Corrèze est en avance sur les mises aux normes pour la protection des captages.

L'abandon des captages induit l'arrêt des analyses d'eau et ainsi de la perte d'information sur la qualité de la ressource.

## Propositions des personnes présentes :

Pourquoi ne pas se servir des prévisions pluviométriques et des capacités de stockage présentes en Corrèze pour gérer l'eau potable ??

Pourquoi ne pas redistribuer l'eau à partir des lieux de stockages (barrages) ?  
Par exemple, pour le projet BBM Eau, il faut pomper et remonter de grandes quantités d'eau avec des niveaux d'investissement important.

Il y a un drame Corrèzien qui est celui de l'enrésinement des massifs. Pourrait on installer des zones très strictes de culture des feuillus ?

La moitié de l'eau utilisée par les ménages n'a pas besoin d'être potable. Ainsi ne pourrait on pas stockée l'eau toute l'année pour l'utiliser en période d'étiage ? De la même manière on peut se poser la question suivante : la société est elle prête à ne pas avoir d'eau pendant 24H sur certains jours de l'année ?  
Tout le monde s'accorde à dire NON !

Dans quelle mesure les SCOT ou tout autre document d'urbanisme (PLU) peut éviter la dispersion de l'habitat et à la réduction de consommation par les citoyens ??

## ELEMENTS DE SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS :

Sur les investissements, il faut absolument une étude économique, des exigences d'optimisation des investissements et une vigilance sur les tailles des projets.

Il est nécessaire d'avoir une réflexion sur le volume : comment économiser l'eau ?

L'eau n'est plus disponible comme on l'a connue, le changement climatique est en cours.

Il s'agit d'évoquer les problèmes en terme quantitatif, qualitatif et au niveau des réflexes du consommateur.

Prudence sur la disponibilité de la ressource, l'eau est rare

Sa gestion doit être attentive, économie d'eau par les citoyens

Optimisation des rendements par la maîtrise des fuites des réseaux pour atteindre un niveau de rendement d'environ 75%

Vigilance sur les coûts d'investissement

Le problème n'est pas tant au niveau des volumes utilisables mais la qualité de la ressource brute.

Il faut développer l'interconnexion partout où c'est utile. Dimensionner, redimensionner et optimiser.

Mieux concilier aménagement du territoire et ressource en eau potable disponible (développement des zones d'activités sur des secteurs déjà en pénurie,...)

Comment anticiper de nouveaux fonctionnements (production et consommation d'eau potable) dans des zones où la ressource fait défaut ?

Il faudra inclure le concept d'économie d'eau dans les nouvelles constructions de maison.

Il y a la récupération d'eau pluviale mais aussi les équipements hydro-économiques.

Pour soutenir les gros investissements à venir (50 millions rien que pour les projets SIERB/ Roche de Vic et secteur de Tulle) il devra y avoir nécessairement une intervention accrue de l'État.